

SHORT NEWS

SJL fordert Informationsrecht für die Presse

Das JournalistInnen-Syndikat SJL zeigt sich erfreut über die erneute Zusicherung von Premier- und Kommunikationsminister, die geplante Presserechtsreform und die rechtliche Verankerung eines ungehinderten Informationszugangs in den nächsten Wochen und Monaten vorantreiben zu wollen. Das SJL besteht auf einem eigenständigen Informationsrecht für JournalistInnen und unterstützt die Forderung des Presserats, dieses endlich juristisch zu verankern. Der von der Regierung erarbeitete Gesetzesentwurf, der allen Bürgerinnen und Bürgern das Recht zu Behördeninformationen garantieren soll, müsse aber ohne Übertreibung und Polemik als Desinformationsgesetz bezeichnet werden. „Der Text löst das Zugangsproblem der Medien nicht im Geringsten, im Gegenteil, sollte der Entwurf in dieser Form gesetzt werden, würde die Arbeit der Journalisten sogar erschwert“, so das SJL in einem Pressecommuniqué. Mit Sorge beobachtet die SJL Bestrebungen nicht nur der Politik, sondern auch der Magistratur, die Freiheit der Medienberichterstattung einschränken und nicht genehme Artikel sogar mit Strafe belegen zu wollen. Die Gewerkschaft unterstützt die Idee, das so genannte Autoregulationsprinzip auszubauen. Weil die Presse die Aufgabe habe, die Demokratie und ihre Organe zu kontrollieren, und die Presse- und Meinungsfreiheit zu den höchsten Rechtsgütern zählt, sei die freiwillige Selbstkontrolle der richtige Weg. „Der Presserat muss unabhängig vom Staat funktionieren, die ihm angegliederte Beschwerdekommision wacht über die Einhaltung des Pressekodexes“ so das SJL, das allerdings die Funktionsweise der Beschwerdekommision für nicht genügend transparent hält und diesbezüglich auf Verbesserung drängt.

Vom Sozi zum Sozialisten

Erstmals seit Jahrzehnten bestehe die Wahrscheinlichkeit, dass ein luxemburgischer Sozialist in das Europaparlament einziehe, das verbreitete eine Pressemitteilung Anfang der Woche. Hinter der befremdlichen Nachricht steht eine skurrile Geschichte: Der Luxemburger Sascha Wagener, seit Jahren in Deutschland sesshaft, wurde von der Partei „Die Linke“ - der vormaligen PDS - auf dem aussichtsreichen Platz 12 für die Europawahlen nominiert. Und jenseits der Mosel unterscheidet man fein zwischen Sozialisten und Sozialdemokraten, wohingegen in Luxemburg die LSAP immer noch als die „sozialistische Partei“ bezeichnet wird. Wie kompliziert die Entwicklungen von Parteien und Menschen in Wirklichkeit sind, davon zeugt allerdings, dass besagter Sascha Wagener bereits 1999 zu Wahlen kandidierte - und zwar für die Chamber, als Sozi!

woxx@home

Trop branché, rien à dire

Comme toutes les semaines, la rédaction profite de cette petite rubrique pour amuser ses lectrices et lecteurs à partir de ses péripéties époustouflantes. En effet, la rubrique s'intitule « woxx at home » - c'est en anglais pour faire branché (en plus, on a remplacé le « at » par un @ pour faire encore plus branché, ce qui fait verdir de jalousie nos confrères et consœurs du Land). Bref, le woxx a beau être super branché (à propos, la couverture verso de la semaine dernière avec le type qui bande, c'était pas du branché ça ? - Koedinger nous maudit), il n'a pas toujours l'inspiration nécessaire pour remplir cette case. D'autant plus que le rédacteur qui a commis ces lignes n'a tout simplement rien trouvé d'intéressant à raconter, trop occupé qu'il était à peaufiner son profil sur facebook (parce que lui aussi est particulièrement branché). Mais le collègue chargé de corriger ce texte trouve déjà le sujet choisi trop « reloud ». Trop fort, il a réussi à placer ce mot dans une phrase dite en luxembourgeois. C'est que lui aussi, il est branché.

AKTUELL

RÉFORME SCOLAIRE

Avant-dernière étape

David Wagner

Quatre grands projets de loi réformant l'enseignement seront soumis au vote de la Chambre la semaine prochaine après toute une législature de batailles politiques.

Jos Scheuer est satisfait. Le président (LSAP) de la commission parlementaire de l'éducation nationale a bouclé définitivement mercredi dernier les travaux législatifs sur quatre projets de loi réformant l'enseignement au Luxembourg : le projet phare qui modifie la loi scolaire de 1912, celui au sujet du personnel de l'enseignement fondamental, un texte réformant l'obligation scolaire et un autre portant réforme du SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques). Il est vrai que ces grands chantiers de l'école auraient dû déjà être adoptés par la Chambre fin 2008. Finalement, ce sera pour la semaine prochaine.

Scheuer a raison de se montrer satisfait, car l'élaboration de ces lois ne s'est pas faite sans conflits : polémiques autour du maintien de l'enseignement religieux à l'école (ce sera donc probablement pour la prochaine grande réforme, vers 2107-2108), conflit social au sujet de la carrière des instituteurs, etc... Sans oublier l'occasion manquée d'instaurer un système de tronc commun. Il n'est donc pas étonnant que le député socialiste félicite le Conseil d'Etat « pour avoir joué le jeu », mais fustige les syndicats enseignants, coupables à ses yeux d'avoir « saboté » les réformes de sa camarade de parti et ministre de l'Education nationale, Mady Delvaux-Stehres. Les enseignant-e-s syndiqué-e-s, notamment celles et ceux du SEW (affilié à l'OGBL) apprécieront. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'à cinq mois des élections législatives, le socialiste et ancien professeur de lycée Scheuer ne craint pas de s'aliéner un électorat qui lui est proche.

« Sabotage » est peut-être un grand mot, mais les socialistes semblent tout de même déçus qu'un de leurs principaux chantiers de cette législature ait été assombri par de lourds conflits portant sur les salaires et l'échelonnement dans la fonction publique. Pendant ce temps, les Verts, emmenés par Claude Adam, leur pitbull de l'éducation, n'ont pas lâché prise en pointant du doigt ce qui constituait à leurs yeux les lacunes

de la politique de la ministre. Cette semaine, ils ne manqueront certainement pas de revenir une dernière fois à la charge.

Par exemple sur la question de l'instauration d'un directeur d'école, en faveur duquel ils s'étaient engagés avec d'autant plus de conviction qu'ils s'étaient eux-mêmes étripés à ce sujet lors de leur congrès « Education » fin 2006. Ce congrès fut probablement l'un des derniers de la machine électorale écologiste à avoir fait état publiquement de si profonds désaccords. Finalement, les directeurs d'école ne verront pas le jour et c'est la vision socialiste (envers et contre toutes les autres fractions de la Chambre), d'un « président de comité d'école » qui s'est imposée.

Si le gros de l'attention de l'opinion publique s'est porté sur le projet de loi réformant l'enseignement fondamental, le texte relatif à l'obligation scolaire en a été quelque peu éclipsé. Une fois votée cette semaine, la durée de l'obligation scolaire au Luxembourg sera portée de onze à douze ans : le Luxembourg va ainsi rejoindre la majorité des pays européens où l'obligation scolaire s'étend jusqu'aux 16 ans des élèves et non 15 comme c'est encore actuellement le cas.

Les laïcs regrettent toutefois que l'enseignement religieux reste consacré dans les textes de loi. Si ce n'est qu'un sujet « secondaire » aux yeux de Scheuer, la grande réforme scolaire, dont la ministre responsable est une socialiste, perpétue cette incongruité. Cela a conduit par exemple à ce que l'école pilote « Eis Schoul » qui a officiellement été inaugurée cette semaine, doit composer avec la présence de catéchètes (ce qui ne réjouit pas outre mesure les responsables du projet, nous a-t-on soufflé). Ce qui prouve qu'il est encore toujours plus facile de réformer l'éducation nationale que d'éloigner les églises de nos chères têtes blondes.